

**1- Comptes rendus des réunions du
Conseil Municipal**

COMPTE RENDU DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 28 FEVRIER 2019

Convocation du 21/02/2019

L'an deux mille dix neuf, le vingt huit février à vingt heures, le Conseil Municipal légalement convoqué en séance ordinaire s'est réuni à la Mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Philippe DELAPORTE, Maire.

Etaient présents : Monsieur Philippe DELAPORTE, Monsieur Stéphane CHOQUET, Madame Géraldine MACLE, Madame Sonia LERICHE, Monsieur Michel LAIGNEL, Madame Véronique VINOT, Monsieur David BERTRAND, Monsieur Mathieu PAROIELLE, Monsieur Christophe SECACHE, Monsieur Christophe ESNAULT, Monsieur Philippe LEGOIS.

Absents : Monsieur Franck SEIGNEUR (excusé procuration Monsieur Stéphane CHOQUET), Monsieur Serge PETIT (excusé- procuration M Philippe DELAPORTE), Monsieur Thomas SAINT-PAUL.

Date d'affichage : 7 mars 2019

Secrétaire de séance : Monsieur Stéphane CHOQUET

1°) Urbanisme : Délibérations Droit de préemption Urbain-Clôtures-Permis de démolir:

Droit de préemption urbain :

Dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme :

Les articles L.211-1 et suivants du code de l'urbanisme donnent la possibilité aux communes dotées d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé d'instituer un droit de préemption urbain (DPU) sur tout ou partie des zones urbaines ou à urbaniser (U et AU), telles qu'elles sont définies par ce plan.

Ce droit de préemption permet à la commune de mener une politique foncière en vue de la réalisation, dans l'intérêt général, d'actions ou d'opérations d'aménagement répondant aux objets définis à l'article L300-1 du code de l'urbanisme à l'exception de ceux visant à sauvegarder ou mettre en valeur les espaces naturels.

Ce droit peut être exercé pour constituer des réserves foncières en vue de permettre la réalisation desdites actions ou opérations d'aménagement (L210-1 du code de l'urbanisme).

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-24 et L2122-22-15,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L210-1, L211-1 et suivants, L213-1 et suivants, L300-1 et R211-1 et suivants,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 20 juin 2018 approuvant la révision du POS valant élaboration du PLU,

Vu la délibération du Conseil communautaire du 26 septembre 2018, par laquelle la Communauté de Communes délègue son droit de préemption à la commune de Miannay (pour son PLU) sous la même forme que celui qui existait lors de l'existence du POS,

Considérant que le Conseil Municipal avait déjà institué un droit de préemption urbain au bénéfice de la commune par délibération du 28 octobre 1998 sur l'ensemble des zones U et NA du Plan d'occupation des Sols,

Considérant la nécessité de réactualiser ce périmètre au droit de préemption urbain compte tenu des évolutions de zonage liées au passage de la commune d'un Plan d'Occupation des Sols (POS) à un Plan Local d'Urbanisme (PLU) ;

Considérant ainsi que l'intérêt pour la commune d'instaurer un droit de préemption urbain simple, sur l'ensemble des zones urbaines et à urbaniser (U et AU) du PLU selon le plan ci-annexé lui permettant de mener à bien sa politique foncière ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés,

- institue un droit de préemption urbain sur les secteurs du territoire communal dont le périmètre est précisé au plan annexé à la présente,

- donne délégation à Monsieur le Maire pour exercer, en tant que de besoin, le droit de préemption urbain conformément à l'article L2122-22 du code général des collectivités territoriales et précise que les articles sont applicables en la matière, les L2122-17 et L2122-19 sont applicables en la matière,

- dit que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois et qu'une mention sera insérée dans deux journaux diffusés dans le département, conformément à l'article R211-2 du code de l'urbanisme, mesures de publicité dont l'exécution rendra la présente délibération exécutoire, qu'une copie sera adressée à l'ensemble des organismes et services mentionnées à l'article R211-3 du code de l'urbanisme,

- dit qu'un registre dans lequel seront inscrites toutes les déclarations d'intention d'aliéner, les acquisitions réalisées par l'exercice du droit de préemption et des précisions sur l'utilisation effective des biens acquis sera ouvert et consultable en Mairie de Miannay aux heures et jours habituels d'ouverture conformément à l'article L213-13 du code de l'urbanisme,

- précise que le périmètre d'application du droit de préemption urbain sera annexé au Plan Local d'Urbanisme conformément à l'article R151-52-7° du code de l'urbanisme,

- autorise Monsieur le Maire à signer toutes pièces utiles afin de mener à bien cette affaire.

-Clôtures et Permis de démolir :

Dans le cadre de l'application de la réforme des autorisations d'urbanisme en vigueur depuis le 1er octobre 2007, l'édification des clôtures est dispensée de toute formalité, sauf dans certains secteurs sauvegardés et les sites inscrits ou classés.

Néanmoins, le Conseil Municipal peut décider de soumettre les clôtures à déclaration sur son territoire, en application de l'article R 421-12 du Code de l'urbanisme.

Il est précisé qu'au sens de l'urbanisme, constituent des clôtures les murs, murets, treillis, pieux, palissades, grilles, barbelés, grillages, portes de clôture, destinés à fermer un passage ou un espace. En revanche, une haie vive n'est pas considérée comme une clôture. Instaurer la déclaration de clôture permettra à Monsieur le Maire de faire opposition à l'édification d'une clôture lorsque celle-ci ne respecte pas les prescriptions des documents du Plan Local

d'Urbanisme ou si la clôture est incompatible avec une servitude d'utilité publique, de manière à éviter la multiplication de projets non-conformes et le développement éventuel de contentieux.

Cette même réforme, issue du décret n° 2007-817 du 11 mai 2007, dispense d'autorisation préalable les travaux ayant pour objet de démolir ou de rendre inutilisable tout ou partie d'une construction sauf si elle est située dans un secteur sauvegardé, dans le champ de visibilité d'un monument historique, dans un site classé, ou inscrite au titre des monuments historiques.

Ici également, la réforme offre la faculté au Conseil Municipal qui le décide par délibération, d'instituer le permis de démolir. Aussi, afin de suivre précisément l'évolution du bâti en gérant sa démolition et en permettant le renouvellement de la commune tout en sauvegardant son patrimoine, il est de l'intérêt de la commune de maintenir un contrôle sur les travaux de démolition de tout ou partie de construction.

Après en avoir délibéré, le CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité, décide :

- **De soumettre** les travaux d'édification de clôture à déclaration préalable sur l'ensemble du territoire communal, à l'exception des clôtures nécessaires à l'activité agricole ou forestière.
- **D'instituer** un permis de démolir pour les travaux ayant pour objet de démolir ou de rendre inutilisable tout ou partie d'une construction située sur le territoire communal.

2°) PNR: délibération sur les statuts

Monsieur le Maire explique les enjeux du PNR qui sont des enjeux plus de conseils que de juges et des enjeux financiers. Il indique qu'une réunion d'information est prévue le jeudi 7 mars 2019 à 18h30 à Garopole à Abbeville et souhaite que les conseillers municipaux y participent avant de se prononcer. C'est pourquoi, la délibération concernant les statuts du PNR est remise au vote lors de la prochaine réunion du Conseil Municipal.

3°) City Stade: Délibération DETR-Plan de Financement

Monsieur le Président présente aux membres de l'Assemblée délibérante le projet de City Stade

Pour un montant de travaux estimé à 65722.62 € HT

Correspondant aux devis présentés par :

- La société Rondino : 31993.76 € HT soit 38392.51 € TTC
- La FDE 80 pour un montant de 16473.21 € dont une pris en charge par la FDE de 6096.39 €
- BTTP pour un montant de 15724 € HT soit 18868.80 € TTC
- Employés communaux : 3331.65 €

APRES EN AVOIR DELIBERE :

L'assemblée délibérante adopte le projet qui lui est présenté, sollicite l'aide de l'Etat au titre de la DETR et arrête le plan de financement suivant :

Subvention Etat DETR : 30 % soit 19716.78 € HT

Subvention FDE : 6096.39 €

Part revenant au maître d'ouvrage : 51253 € (dont 9543.55 € TVA)

- Emprunt 0 €
- Fonds propre : 51253 €

Le Conseil Municipal accepte cette proposition et demande à Monsieur le Maire de solliciter Monsieur le Préfet pour l'octroi d'une subvention de 30% au titre de la DETR et de monter et déposer le dossier nécessaire dans le délai et ceci avant le 28 février 2019. Il autorise également Monsieur le Maire à signer toutes les pièces utiles au bon déroulement de la réalisation du projet concernant les travaux de construction du City stade.

4°):Elargissement du RPI Miannay-Cahon à Quesnoy le Montant: retour de réunion sur la création des nouveaux statuts du RPI

Monsieur le Maire indique au Conseil qu'une réunion s'est tenue le 4 février 2019 en sous préfecture d'Abbeville sous l'égide de Monsieur le Sous Préfet en présence de l'Inspectrice départementale de l'éducation nationale du Vimeu et du Président de la Communauté de communes du Vimeu pour évoquer en présence des Maires concernées les regroupements pédagogiques : Miannay-Cahon-Quesnoy et Nibas-Ochancourt-Valines. Le Sous Préfet s'est entendu dire le refus catégorique de Monsieur le Maire de Cahon Gouy sur le rapprochement du RPI par la commune de Quesnoy.

Une seconde réunion a eu lieu le jeudi 28 février 2019 à l'IEN du Vimeu sous l'égide de l'inspectrice en présence de Monsieur le Président de la CCV pour discuter de ce rapprochement mais le Maire de Cahon Gouy ne s'est pas présenté. Suite à cette réunion, les deux communes de Miannay et Quesnoy demandent l'arbitrage de Monsieur le Sous Préfet. Une réunion est prévue le 4 mars après midi en sous préfecture. Si la commune ne se présente pas, elle s'exclurait alors du débat.

5°) CCV: Convention ALSH :

Monsieur le Maire évoque de nouveau la compétence ALSH avec la CCVimeu. Il indique que les choix sont très limités dans le sens qu'il apparait difficile pour la commune de l'organiser cet été. Il rappelle que la CCV pour l'organiser demande 2.80 € par jour et par enfant à la commune comme participation financière et qu'il n'y aurait pas d'augmentation pour les parents.

Après délibération, le Conseil municipal accepte de signer cette convention pour un an pour le centre de juillet 2019 en demandant un droit de regard sur les prestations offertes, sur les encadrants et comment seront encadrés les enfants et organiser l'ALSH de juillet 2019.

6°)CCV: Convention mutualisation « Fauchage des talus » :

Monsieur le Maire présente à l'assemblée la convention de mutualisation « Fauchage des talus » sur la commune en matière de gestion des accotements et plus précisément le

fauchage des talus dans la commune qui peut être mise en place. Celle-ci a été décidée en Conseil Communautaire en date du 7 novembre 2018.

Cette convention de mutualisation précise que les services communaux sont chargés de ce fauchage avec le matériel de la commune, que la Communauté de communes du Vimeu procèdera aux remboursements des heures passées sur présentation d'un état annuel visé et validé par la CCV sur un coût horaire fixé à 25 € et que le montant total annuel est plafonné selon le nombre d'heures transmis par la commune à raison de deux passages par an soit 210 heures maximum et un coût total maximum de 5250 €. La CCV organisera chaque année une synthèse relative à cette convention de mutualisation pour proposer si nécessaires les adaptations.

Après délibération, le Conseil Municipal approuve cette convention de mutualisation de « Fauchage des talus » avec la CC Vimeu et autorise Monsieur le Maire à la signer.

7°)Convention de Baie Somme Habitat:

Monsieur le Maire indique au Conseil que Madame Cécile FERJANI, Directrice adjointe de Baie de Somme Habitat demande à ce que la Commune, par le biais d'une convention, mette à disposition un employé communal à la tonte, 12 fois par an sur une surface de 80 m2 située derrière les habitations Résidence de la Trie rue du Quesnoy (zone où se trouve la station d'épuration). Cette convention serait signée entre la Commune et Baie de Somme habitat contre rémunération du temps passé et de l'usure du matériel et du carburant. Après délibération, le Conseil municipal décide de fixer cette rémunération à 300 € et demande à Monsieur le Maire de proposer cette offre à l'office et en cas d'accord de signer cette dite convention.

8°) Festivités à venir: (Mardi gras, Repas des Aînés, Brocante...)

-Mardi Gras : Mardi 5 mars à 18h rendez vous pour le défilé dans les rues de Miannay à 18h devant l'école suivi d'un chocolat chaud.

-Bourse aux vêtements : dimanche 24 mars de 9h à 17h à la salle polyvalente

-Repas des aînés : Dimanche 31 mars 2019 dès 12h30 avec Christèle GODIN

-Brocante de Miannay : Dimanche 28 avril 2019 dès 7h dans les rues de Miannay ; Prix 10 € les 5 mètres.

9°):Divers:

-Monsieur le Maire propose au conseil d'organiser des chantiers jeunes d'une semaine pour les enfants de Miannay intéressés. Le cadre horaire et la mission confiée sont à établir

-Une étude sera demandée à la FDE80 pour la faisabilité d'un point d'éclairage supplémentaire à Petit Miannay et rue du Cavin.

-Monsieur le Maire indique qu'il a assisté à une réunion d'informations sur les frelons asiatiques. A ce stade, il n'y aurait pas de solutions efficaces devant la prolifération de l'espèce (600 en 2018 en prévoyance 2000 en 2019). Il convient de piéger toutefois dès maintenant les jeunes reines.

L'ordre du jour étant épuisé et aucune question diverse des membres du conseil n'étant intervenue, la séance est levée à 21 heures 45.

COMPTE RENDU DE LA REUNION EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 5 MARS 2019

Convocation du 04/03/2019

L'an deux mille dix neuf, le quatre mars à vingt heures, le Conseil Municipal légalement convoqué en séance extraordinaire s'est réuni à la Mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Philippe DELAPORTE, Maire.

Etaient présents : Monsieur Philippe DELAPORTE, Monsieur Stéphane CHOQUET, Madame Géraldine MACLE, Madame Sonia LERICHE, Monsieur Michel LAIGNEL, Madame Véronique VINOT, Monsieur David BERTRAND, Monsieur Mathieu PAROIELLE, Monsieur Christophe ESNAULT, Monsieur Philippe LEGOIS, Monsieur Franck SEIGNEUR.

Absents : Monsieur Christophe SECACHE (excusé procuration Monsieur Stéphane CHOQUET), Monsieur Serge PETIT, Monsieur Thomas SAINT-PAUL.

Date d'affichage : 11 mars 2019

Secrétaire de séance : Madame Géraldine MACLE

1°) Avenir du RPI (Regroupement Pédagogique intercommunal) Miannay Lambercourt-Cahon Gouy:

Depuis une année maintenant la commune de Quesnoy le Montant a émis la volonté d'intégrer le RPI Miannay-Lambercourt/Cahon-Gouy. Le Conseil municipal de Miannay s'est prononcé favorablement à ce rapprochement dès le début des négociations. La commune de Cahon, quant à elle subordonne son accord à l'ajout de nouvelles clauses dans les statuts existants, exigence rejetée par les deux autres communes.

Depuis, les élus de Cahon campent sur leur position et n'ont pas participé aux deux dernières réunions de négociations organisées à l'inspection départementale et à la sous-préfecture d'Abbeville.

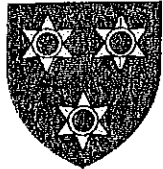
Une telle situation ne peut s'éterniser plus longtemps. Le conseil municipal de Miannay-Lambercourt, réuni en séance extraordinaire ce mardi 5 mars 2019, a donc décidé d'acter l'entrée de Quesnoy le Montant dans le RPI Miannay-Cahon.

A partir de la rentrée de septembre 2019, le RPI Miannay-Cahon accueillera Quesnoy le Montant. Dans l'hypothèse où la commune de Cahon resterait sur ces positions, elle devrait assumer seule le fonctionnement de son école.

Un courrier notifiant la décision du Conseil municipal de Miannay Lambercourt est rédigé, à destination de Monsieur le Maire de Cahon Gouy et des conseillers municipaux, courrier mis en copies à l'Inspection Départementale et à la Sous-Préfecture, à la Mairie de Quesnoy le Montant et au Président de la CCVimeu (courrier mis en annexe à ce compte rendu).

Séance levée à 21h.

COMMUNE DE MIANNAY LAMBERCOURT



Département de la Somme
Arrondissement d'Abbeville
Canton d'Abbeville 2
Communauté de communes du Vimeu Vert

Miannay, le 5 mars 2019

Monsieur le Maire de Miannay,
Et le Conseil Municipal

A

Monsieur le Maire de Cahon
et son Conseil municipal

Objet : RPI Cahon-Gouy/Miannay-Lambercourt/Quesnoy le Montant

Monsieur le Maire de Cahon,
Mesdames, Messieurs les membres du conseil,

Nous, élus de la commune de Miannay-Lambercourt, revenons vers vous concernant le RPI Miannay-Cahon-Quesnoy. Devant l'urgence de la situation (mouvement des enseignants, inquiétude des parents, réunion du CDEN...), nous devons prendre une ultime décision.

Monsieur le Maire de Cahon ne s'étant pas présenté aux deux dernières convocations (le jeudi 28/02 à l'Inspection Académique et le lundi 04/03 en Sous-Préfecture), veuillez prendre connaissance des dernières décisions prises par notre conseil municipal.

Le conseil municipal de Miannay-Lambercourt, réuni en séance extraordinaire ce mardi 05 mars 2019, décide d'acter l'entrée de Quesnoy-le-Montant dans le RPI Miannay-Cahon à partir de la rentrée de septembre 2019.

Nous réaffirmons notre volonté de voir naître le RPI Miannay-Cahon-Quesnoy. Devant la baisse des effectifs et l'application de la future loi Blanquer qui prévoit le basculement des classes de cycle 3 (CM1 et CM2) vers les collèges, il devient nécessaire de se regrouper pour que nos écoles perdurent.

Devant votre silence et vos absences aux différentes réunions auxquelles vous étiez pourtant conviés, nous demandons à présent à votre conseil d'acter l'entrée de Quesnoy dans le RPI Miannay-Cahon-Quesnoy sans conditions. Nous insistons sur le caractère urgent de cette réunion extraordinaire qui devra avoir lieu dans votre commune au plus tard le 09/03 puisque votre décision est attendue à l'Inspection Académique au plus tard pour le lundi 11/03 (matin), jour de la réunion du CDEN qui a lieu à Amiens.

Nous tenions à vous rappeler que Madame L'Inspectrice Académique a confirmé que cet élargissement à Quesnoy n'engendrerait pas de fermeture de classe dans le RPI à la rentrée 2019.

En cas de refus ou de silence de votre part le 11/03 (matin), le RPI Miannay-Cahon serait dissous. Le RPI Miannay-Quesnoy verrait le jour et par conséquent la commune de Cahon reprendrait son indépendance et deviendrait une classe unique.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les élus, nos salutations les plus distinguées.

Monsieur le Maire de Miannay,
Les membres du Conseil municipal de Miannay

Le Maire,
Philippe DELAPORTE.



COMPTE RENDU DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 24 AVRIL 2019

Convocation du 17/04/2019

L'an deux mille dix neuf, le vingt-quatre avril à vingt heures, le Conseil Municipal légalement convoqué s'est réuni à la Mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Philippe DELAPORTE, Maire.

Etaient présents : Monsieur Philippe DELAPORTE, Monsieur Stéphane CHOQUET, Madame Géraldine MACLE, Madame Sonia LERICHE, Monsieur Michel LAIGNEL, Madame Véronique VINOT, Monsieur Christophe SECACHE, Monsieur Christophe ESNAULT, Monsieur Mathieu PAROIELLE, Monsieur Philippe LEGOIS, Monsieur Franck SEIGNEUR.

Absents : Monsieur Serge PETIT (excusé- procuration M Philippe DELAPORTE), Monsieur David BERTRAND (excusé- procuration Mme Véronique VINOT), Monsieur Thomas SAINT-PAUL.

Date d'affichage : 1 mai 2019

Secrétaire de séance : Madame Sonia LERICHE

Le procès verbal de la précédente réunion est adopté à l'unanimité des membres présents.

Madame Sonia LERICHE est désignée secrétaire de séance.

1°) Compte administratif et compte de gestion budget général 2018:

Monsieur le Maire expose les différents éléments du compte administratif du budget général 2018. Le CA fait ressortir les éléments suivants :

COMPTE ADMINISTRATIF 2018 Résultat Exercice 2018

	Dépenses	Recettes	Total
Section de fonctionnement	317940.36 €	374116.67 €	+ 56176.31 €
Section d'investissement	98494.02 €	19669.11 €	-78824.91 €
Total	416434.38 €	393785.78 €	-22648.60€

Rappel résultat de clôture 2017 : + 447080.16 €

La part affectée à l'investissement exercice 2018 a été de 0 € pour combler le déficit d'investissement 2018.

Résultat exercice 2018 : -22648.60 €

Résultat de clôture 2018 : 424431.56 €

Etat des restes à réaliser (dépenses d'investissement prévues au budget 2018 qui seront réglées en 2019) : 23503.28 €

Résultat réel de clôture 2018 : + 400928.28 €.

Besoin en financement en 1068 pour combler le déficit d'investissement : 58830.24 € (déficit d'investissement de 35326.96 € et état des restes à réaliser 23503.28 €)

Monsieur Philippe DELAPORTE, Maire de Miannay, ayant quitté la salle, l'assemblée vote à l'unanimité le compte administratif 2018 du budget général.

Le compte de gestion correspondant exactement au compte administratif est adopté à l'unanimité.

2°) Affectation du résultat 2018 :

Le Conseil décide d'affecter la somme de 58830.24 € au 1068 afin de combler le déficit d'investissement 2018. Il sera inscrit la somme de 58830.24 au compte 1068.

Le résultat de clôture d'un montant de 400928.28 € sera inscrit en 002 en excédent recettes de fonctionnement dans le budget primitif 2019. La somme de 35326.96 € sera inscrite au 001 en déficit de dépenses d'investissement. Adopté à l'unanimité.

3°) Investissements 2019:

Les investissements pour 2019 sont les suivants :

- Aménagement du terrain rue Saint Honoré pour le City Park pour un montant de 77000 € auquel il faudra soustraire environ 40000 € de subvention. Le City Park sera réalisé en juin 2019.
- Travaux de busage pour l'entrée au City Stade : 5760 €
- Travaux sur les bâtiments publics (éclairage public : école-mairie – salle polyvalente et stade de football) par la FDE 80 pour un montant d'environ 15000 €.
- Travaux d'aménagement de la cantine (montant à définir)
- Aménagement de la Place de la Mairie de Miannay pour un montant de 12552 € pour l'aspect paysager (travaux déjà prévus en 2018)
- Travaux de trottoirs pour un montant de 6122.40.10 € pour les trottoirs à Lambercourt et 4968 € pour les trottoirs Route Nationale.
- Changement d'un extincteur dans la chaufferie pour un montant d'environ 600 €
- achat divers pour les services techniques (tondeuse et autres), du matériel équipement Salle polyvalente (Frigidaire, lave vaisselle, plonge..), Eclairage de Noël et autres pour un montant de 20000 €.

Le Conseil prévoit un investissement total de 198600 € en dépenses nouvelles et 21788.60 € de dépenses reportées de l'année 2018 soit un montant de 220388.60 €.

4°) Subventions 2019:

Monsieur le Maire propose de fixer le montant des subventions allouées aux différentes associations, soit :

- Refuge SPA Ponthieu Marquenterre : 420 €
- Prévention Routière : 100 €
- CAUE : 50 €

- Association foncière de Miannay Lambercourt : 300 €
- Amicale des Aînés : 300 €
- CATM : 300 €
- Amicale des Sapeurs Pompiers : 300 €
- Amicale des sapeurs pompiers UDSP 2019 : 624 € (734.08 € en 2018)
- Société de Chasse : 300 €
- Club de sport et de détente : 300 €
- Comité des fêtes : 300 €
- Association USEP de Miannay-(coopérative scolaire) : 300 €
- Association Vivre à Miannay Lambercourt : 300 €
- Association Les Enfants de la Trie : 300 €
- JSML : 1500 €

Subvention manégiens : 820 € soit

- Monsieur Christophe DEHODENCQ : 50 €
- Madame Sandy TOUTTAIN (ex Monsieur James GOT) : 40 €
- Monsieur Patrick GOT : 80 €
- Monsieur Philippe GODIN : 100 €
- Monsieur TOUPIN Manolito et Mme DEVERITE Stéphanie: 300 €
- Monsieur YUNG Aurélien- Auto-Skooter Mega Choc : 250 €

Les subventions sont versées aux associations après présentation de leur bilan annuel.

5°) Vote des taux d'imposition 2019:

Monsieur Le Maire demande à l'assemblée de se prononcer sur l'augmentation des taxes. Il indique qu'il souhaite ne pas les augmenter en 2019. Après délibération, le conseil se prononce à l'unanimité (13 votes pour) pour maintenir les taux de 2018 en 2019. Ils sont donc :

- Taxe habitation : 17.04 % pour un produit attendu de 86308 €
- Taxe Foncière bâti : 20.85 % pour un produit attendu de 65532 €
- Taxe foncière non bâti : 40.72 % pour un produit attendu de 32413 €
- CFE : 12.92 % pour un produit attendu de 2429 €

Le produit attendu provenant des taxes est donc de 186682 €

6°) Budget Primitif 2019:

Le budget prévisionnel pour l'année 2019 est examiné article par article et voté par chapitre. Il s'établit comme suit :

Budget primitif 2019

Fonctionnement :

Dépenses : 467017.28 €

Recettes : 783537 €

Investissement :

Dépenses : 270830.28 € (212000 € de dépenses nouvelles et 23503.28 € de restes à réaliser et 35327 de déficit d'investissement reporté)

Recettes : 270830.28 €

Le budget de la commune est voté à l'unanimité.

Le déficit antérieur de 35326.96 € sera reporté en section dépenses d'investissement (compte 001) et le résultat de fonctionnement de 400928.28 € reporté en section recettes de fonctionnement (compte 002).

7°) Médailles du Travail : Philippe GRARE et Frédéric BRASSEUR :

Monsieur le Maire indique au Conseil que Monsieur Frédéric BRASSEUR, Rédacteur Principal de 1ère classe en charge du Secrétariat de Mairie et Monsieur Philippe GRARE, agent technique en charge de l'entretien de la commune peuvent prétendre tous les deux et bénéficier de la médaille communale, catégorie argent pour 20 ans d'exercice. Il demande au Conseil de se prononcer pour un lancement des formalités à accomplir afin que Monsieur BRASSEUR et Monsieur GRARE puissent en bénéficier. Après délibération, le municipal accepte cette proposition et demande à Monsieur le Maire d'entreprendre les démarches afin de faire bénéficier à Monsieur BRASSEUR et Monsieur GRARE, de l'obtention de la médaille d'argent communale.

8°) Délibération statuts du PNR :

Le Conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles L 333-1 et suivants et R333-1 et suivants du code de l'environnement,

Vu la circulaire du 15 juillet 2008 du Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire,

Vu la circulaire du 4 mai 2012 du Ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement relative au classement et au renouvellement de classement des parcs naturels régionaux et à la mise en œuvre de leurs Chartes,

Vu les délibérations du Conseil régional de Picardie n° AMT 112 02-1 du 17 décembre 2004, et n° 53-02-1 du 20 juin 2014 prescrivant l'élaboration de la charte du Parc naturel régional baie de Somme Picardie Maritime et fixant son périmètre d'étude,
Vu les avis de la Fédération des Parcs naturels régionaux de France en date du 4 novembre 2015, du Conseil National de Protection de la Nature (CNPN) en date du 2 décembre 2015, et l'avis intermédiaire du Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer en date du 20 avril 2016 sur l'avant-projet de charte,
Vu la délibération du Syndicat Mixte Baie de Somme 3 Vallées du 29 septembre 2016 approuvant le projet de charte du Parc naturel régional Baie de Somme Picardie Maritime,
Vu la délibération de la commune de Miannay approuvant son adhésion au Syndicat Mixte Baie de Somme 3 Vallées en date du 11 mai 2010,
Vu l'avis de la Formation d'Autorité Environnementale du Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable du 11 janvier 2017 sur le projet de charte et son évaluation environnementale,
Vu l'arrêté n° 17000081 du 27 janvier 2017 du Président du Conseil régional Hauts-de-France arrêtant le projet de charte du Parc naturel régional Baie de Somme Picardie Maritime à soumettre à enquête publique,
Vu la décision n° E17000036/59 du 15 mars 2017 du Président du Tribunal administratif de Lille désignant la Commission d'enquête publique,
Vu l'avis favorable de la Commission d'enquête publique du 23 août 2017,
Vu la délibération du Comité syndical du Syndicat Mixte du Parc naturel régional Baie de Somme Picardie Maritime de 2018 approuvant le projet de statuts modifiés du Syndicat Mixte baie de Somme Trois Vallées,
Vu le projet de statuts modifiés du Syndicat Mixte baie de Somme Trois vallées
Vu le courrier du Président du Conseil régional hauts-de-France de 2018 invitant les communes et les établissements publics de coopération intercommunale à délibérer sur le projet de charte et le cas échéant, à adhérer au Syndicat Mixte baie de Somme Trois vallées

Exposé des motifs

Le Parc naturel régional Baie de Somme Picardie Maritime a réalisé son projet de charte.

Ce projet de charte, constitué d'un rapport et d'un plan du Parc a été soumis à une enquête publique en date du 11 mai 2017.

Ce projet de charte est maintenant adressé à l'ensemble des collectivités territoriales concernées par le périmètre du projet de charte révisée. Chaque collectivité approuve individuellement le projet par délibération (article R. 333-7 alinéa 1 du Code de l'Environnement).

Celui-ci sera ensuite soumis à l'approbation du Conseil régional des Hauts de France, chargé de présenter la demande de renouvellement de classement pour 15 ans au Ministre de la Transition Ecologique et Solidaire.

Pour finir, après avis du Ministère, la charte sera approuvée par l'Etat officialisant la labellisation du territoire en PNR.

Le Conseil municipal, le Conseil communautaire ou le Conseil départemental après en avoir délibéré, décide :

- **D'APPROUVER par 11 voix et 2 abstentions et sans réserves** le projet de Charte révisée du Parc naturel régional Baie de Somme Picardie maritime 2019-2034 ainsi que les annexes correspondantes dont le projet de statuts modifiés du Syndicat Mixte Baie de Somme Trois vallées.

AUTORISE Monsieur le Maire a signer les actes juridiques, administratifs, et financiers correspondants.

9°) Point Ecole : RPI Quesnoy-Miannay :

Monsieur le Maire indique que les statuts du RPI Miannay/Quesnoy le Montant ont été réalisés et transmis en sous préfecture qui les a validés.

Madame Géraldine MACLE donne lecture de ces statuts à l'assemblée. Monsieur le Maire indique qu'ils seront complétés lors des prochaines réunions de la commission école qui devra se dérouler le jeudi 2 mai 2019 à 18h.

Monsieur le Maire indique que les statuts pour exister doivent maintenant être délibérés par le Conseil Municipal.

Après délibération, le Conseil Municipal valide à l'unanimité les statuts du RPI Miannay-Quesnoy le Montant.

10°) Festivités du 8 Mai 2019 :

Monsieur le Maire indique que les cérémonies du 8 Mai 2019 auront lieu comme d'habitude et se dérouleront ainsi :

- 9 heures 45 : Rendez- vous au bois de Cahon,
- 10 heures : Dépôt de gerbe au Monument à Cahon,
- 10h30 : Dépôt de gerbe au Monument de Lambercourt,
Suivi du dépôt de gerbe au Cimetière de Miannay.
- 11 heures 15: Rassemblement devant la Mairie.
- 11 heures 15 : Dépôt de gerbes au Monument aux Morts
Vin d'honneur au Café Tambour Major.

11°) Etablissement des permanences pour les Elections Européennes du 26 mai 2019:

Monsieur le Maire indique que les élections européennes auront lieu le dimanche 26 mai 2019 de 8h à 18h afin de renouveler les parlementaires européens à travers l'Europe. Pour cela, il convient de procéder à l'établissement du tableau des permanences des élus au bureau de vote.

	NOM	NOM
8h-10h	Mathieu PAROIELLE	Sonia LERICHE
10h-12h	Michel LAIGNEL	Philippe LEGOIS
12h-14h	Géraldine MACLE	Christophe SECACHE
14h-16h	Christophe ESNAULT	Stéphane CHOQUET
16h-18h	Philippe DELAPORTE	Véronique VINOT

12°) Divers :

- Diverses infos:

- Chantiers jeunes:

Monsieur le Maire indique que cet été des chantiers jeunes réservés aux jeunes de Miannay âgés de 16 à 18 ans auront lieu la première semaine de juillet 2019 sur 5 matinées de 9h à 12h. Il s'agirait essentiellement de faire des travaux de peinture. Un document sera distribué prochainement dans les boîtes aux lettres.

- Matinée citoyenne:

Monsieur le Maire rappelle la matinée citoyenne jardinage le samedi 4 mai à 9h00 proposée à tous.

L'ordre du jour étant épuisé et aucune question diverse des membres du conseil n'étant intervenue, la séance est levée à 22 heures 30.

COMPTE RENDU DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 4 JUILLET 2019

Convocation du 27/06/2019

L'an deux mille dix neuf, le quatre juillet à vingt heures, le Conseil Municipal légalement convoqué s'est réuni à la Mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Philippe DELAPORTE, Maire.

Etaient présents : Monsieur Philippe DELAPORTE, Monsieur Stéphane CHOQUET, Madame Sonia LERICHE, Monsieur David BERTRAND, Madame Véronique VINOT, Monsieur Christophe SECACHE, Monsieur Christophe ESNAULT, Monsieur Mathieu PAROIELLE, Monsieur Philippe LEGOIS, Monsieur Franck SEIGNEUR.

Absents : Monsieur Serge PETIT (excusé- procuration M Philippe DELAPORTE), Madame Géraldine MACLE (excusé- procuration M Mathieu PAROIELLE), Monsieur Thomas SAINT-PAUL, Monsieur Michel LAIGNEL.

Date d'affichage : 11 juillet 2019

Secrétaire de séance : Monsieur Stéphane CHOQUET

Le procès verbal de la précédente réunion est adopté à l'unanimité des membres présents.

Monsieur Stéphane CHOQUET est désigné secrétaire de séance.

1°) SIAEP du Vimeu : Transfert de la compétence de l'eau potable à la CCVimeu en 2020 ou 2026:

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République dite loi NOTRe,

Vu la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes,

Vu la circulaire N°NOR ARCB1619996N du 13 juillet 2016 relative aux incidences de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République sur l'exercice des compétences "eau" et "assainissement" par les établissements publics de coopération intercommunale.

Vu la circulaire N°NOR INTB1718472N du 18 septembre 2017 relative à l'exercice des compétences "eau" et "assainissement" par les établissements publics de coopération intercommunale,

Vu l'instruction relative à l'application de la loi n° 2018-702 du 3 août 2018, relative à la mise en œuvre du transfert des compétences « eau » et « assainissement » aux communautés de communes.

EXPOSÉ

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République prévoit dans ses articles 64 et 66 le transfert, à titre obligatoire, des compétences eau et assainissement aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération à compter du 1er janvier 2020.

Au regard des difficultés rencontrées dans de nombreux territoires, des assouplissements ont été introduits par la loi n° 2018-702 du 3 août 2018. Cette loi permet notamment aux communes membres des communautés de communes qui n'exercent pas les compétences relatives à l'eau ou à l'assainissement à sa date de publication de s'opposer au transfert obligatoire, de ces deux compétences, ou de l'une d'entre elles, si avant le 1er juillet 2019, au moins 25 % des communes membres de la communauté de communes représentant au moins 20 % de la population délibèrent en ce sens. En ce cas, le transfert de compétences prend effet le 1er janvier 2026.

Considérant le contexte local et les délais nécessaires à la mise en œuvre du transfert des compétences de l'eau à la Communauté de Communes du Vimeu,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide, à l'unanimité des membres présents :

- ☐ *De s'opposer au transfert des compétences eau à la communauté de communes du Vimeu, afin de reporter la date du transfert obligatoire du 1er janvier 2020 au 1er janvier 2026,*
- ☐ *De demander au conseil communautaire de la Communauté de Communes du Vimeu de prendre acte de la présente délibération,*
- ☐ *D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.*

2°) Représentation au Conseil Communautaire 2020-2026 :

Monsieur le Maire explique que la Conférence des Maires de la Communauté de Communes du Vimeu s'est prononcé le 11 juin 2019 pour la mandature 2020-2026 à une recomposition du Conseil Communautaire du Vimeu. Cette conférence des Maires a décidé d'une nouvelle composition relevant non pas du droit commun mais d'un accord local. Dans ce projet d'accord le Conseil Communautaire comporterait 59 délégués communautaires au lieu de 63 actuellement. La composition serait selon l'accord local le suivant : Friville Escarbotin avec 8 sièges de titulaires (10 actuellement), Feuquières en Vimeu avec 4 sièges de titulaire (5 actuellement), Fressenneville 3 sièges de titulaire (4 actuellement). Woincourt (2 titulaires), Chepy (2 titulaires), Bethencourt sur Mer (2 titulaires).

Aigneville, Nibas, Tours en Vimeu, Moyenneville, Bourseville, Huchenneville, Valines et Quesnoy le Montant qui avait auparavant un délégué titulaire passeront à deux sièges de titulaires. Miannay, Tully, Acheux en Vimeu, Yzengremer, Béhen, Meneslies, Ochancourt, Toeufles, Grebault Mesnil, Cahon Gouy et Ercourt qui n'avait qu'un titulaire auront dans cet accord un délégué titulaire et un suppléant. Au total, il y aura 59 délégués communautaires (48 titulaires et 11 suppléants) contre 63 actuellement (44 titulaires et 19 suppléants).

Après délibération, le Conseil Municipal accepte à l'unanimité cette proposition d'accord local pour fixer le nombre de conseillers communautaires pour la mandature 2020-2026.

3°) Validation du Plan des Chemins Ruraux:

Monsieur le Maire explique qu'il avait invité Mme Charline STADTFELD, chargée de mission recensement des chemins ruraux de la Somme afin de présenter le plan de gestion des chemins ruraux sur la Commune. Mme STADTFELD ayant eu un empêchement et n'étant pas présente, ce point est remis à la prochaine séance du Conseil municipal.

4°) FDE 80 : Conventions Eclairage public au Stade, au City Stade et aux bâtiments communaux:

Monsieur le Maire présent à l'assemblée trois conventions d'Eclairage public avec la FDE 80 concernant le City Stade, le Stade de Football et les bâtiments communaux.

Pour le City Stade, cette convention a déjà été évoquée lors de la présentation du projet pour les demandes de subvention. Il s'agit de la pose de 5 points lumineux pour maintenir une détection de présence sur les lieux et les sécuriser. Le projet s'élève à 16473.21 € TTC avec une prise en charge par la FDE 80 de 6096.39 € et une participation de la commune de 10376.82 €. Cela correspond également à la création et l'enfouissement du réseau. Le Conseil donne son accord.

Pour les bâtiments publics, il s'agit de mettre en place 11 points lumineux en LED avec détecteur de présence dans le cadre de leur accès. Il convient de faire en sorte que ces bâtiments ne restent pas toujours allumés et économiser de l'énergie. Le projet porte sur un montant de 7218 € TTC. La FDE 80 en prendrait à sa charge 20 % pour un montant de 2672 € et la contribution de la Commune serait de 4546 €. Le Conseil donne son accord.

Pour le Terrain de football, il s'agirait de mettre en place 6 points lumineux en LED pour un montant de 32968,63 € (Part FDE 80 13906.50 € et part Commune 19062.13 €). Le Conseil considère que cette somme est trop importante pour cette année. Il reviendra sur la question l'an prochain et décide de faire réaliser un devis pour éventuellement ajouter un pont lumineux au terrain.

5°) City Stade : Point sur les travaux et délibération subvention Conseil Départemental:

Monsieur le Maire fait un point sur les travaux du City Stade. Il indique que la structure du City Stade a été posée par la société Rondino sur des fondations réalisées par BTTP. Il a été constaté un petit décalage entre la structure métallique et la structure béton sans réelle conséquence pour la suite. Monsieur le Maire indique au Conseil qu'il a fallu aménager au laser le terrain et apporter de la terre végétale. Cette solution a mis temporairement de côté les clôtures en béton prévues. La nécessité aujourd'hui est de clôturer le fond du terrain pour le protéger les accès menant à la rivière. Il conviendra de planter une clôture en bois d'une hauteur d'1.20 m. Pour le reste, il est envisagé des haies de Charmilles. Pour le montage des agrées, Monsieur le Maire suggère de demander l'avis des sapeurs pompiers, des clubs de gym et de football. Le Conseil juge que cela n'est pas nécessaire. Il convient de demander les préconisations de la Société Rondino. Le Conseil demande à Monsieur le Maire de se pencher toutefois sur la question de la sécurité sur le City Stade et de faire contrôler les équipements montés par la Société Soléus déjà en charge des installations du stade de football. Celle-ci a été contacté et interviendra en novembre 2019.

Il évoque ensuite le fait que le Conseil ait besoin de délibérer à nouveau sur le plan de financement du City Stade pour obtenir la subvention du Conseil départemental de 14523 € dans le cadre de la politique territoriale de contractualisation 2017-2020.

Après le vote du Conseil Municipal, le City Stade est estimé à 77066.17 € TTC soit 65722.62 € HT. La part communale est de 36730 € dont 9543.55 € de TVA qui seront récupérés dans le cadre de la FCTVA en 2021. Le cout pour la commune au final hors achat de terrain et busage est de 27186.45 €

6°) RPI : élargissement du RPI Miannay-Quesnoy à la commune de Cahon:

Monsieur le Maire indique que les statuts du RPI Miannay/Quesnoy le Montant déjà réalisés et transmis en sous préfecture et validés doivent être élargis à la commune de Cahon qui vient de décider d'intégrer le RPI.

Monsieur le Maire indique que les statuts pour exister doivent maintenant être délibérés par le Conseil Municipal en élargissant ces statuts à la commune de Cahon Gouy.

Après délibération, le Conseil Municipal valide à l'unanimité les statuts du RPI Miannay-Cahon-Gouy-Quesnoy le Montant.

Monsieur le Maire indique que les horaires de classe ont été déterminés en accord avec le Conseil d'école des 3 communes. Les horaires de transport sont également validés. Le RPI comptera 106 élèves à la rentrée 2019-2020 sur 3 sites. Une nouvelle réunion avec les 3 maires des 3 communes concernées aura lieu le jeudi 11 juillet à 18h en Mairie de Miannay afin de finaliser la rentrée de septembre 2019. Les parents seront avertis avant fin juillet des modalités de fonctionnement du RPI.

Mme Sonia LERICHE indique au Conseil que Mme Karine CLERE, directrice de l'école de Miannay remercie le Conseil Municipal pour son soutien financier apporté pour les sorties scolaires de fin d'année.

7°) Examen des fins de contrat et Chantiers jeunes :

Monsieur le Maire indique au Conseil que les Chantiers Jeunes initiés en ce début juillet connaît un vrai succès avec pas moins la présence sur les deux semaines du mois de juillet de 11 jeunes de Miannay âgés de 16 à 18 ans. Pour la semaine du 1^{er} au 5 juillet, cinq jeunes étaient présents pour des tâches essentiellement de peinture. La seconde semaine verra la présence de 6 nouveaux jeunes sur 5 matinées de 9h à 12h du lundi au vendredi.

Monsieur le Maire évoque ensuite les contrats qui se terminent le 31 août 2019 pour Monsieur Clément BOILEAU et Monsieur Antoine DESENCLOS.

Pour Clément BOILEAU, il rappelle qu'il n'a jamais été question pour la commune d'employer à terme Monsieur BOILEAU dans sa formation en horticulture mais de l'accompagner. Monsieur Boileau a fait part de son objectif de poursuivre sa formation. Monsieur le Maire indique qu'il attend les résultats de ses examens et verra avec lui si il est possible de continuer à l'accompagner ou pas les deux prochaines années. Monsieur le Maire

indique qu'il est satisfait du travail de Clément BOILEAU et le Conseil municipal reconnaît qu'il est très apprécié dans le village.

Pour Antoine DESENCLOS, Monsieur le Maire indique que cette année, il a été amené à remplacer Brigitte PETIT à la location de la salle et Dominique RIMBERT dans le transport scolaire. Son contrat sera reconduit un an avec pour missions la location de la salle, le transport scolaire qui lui prendra plus de temps, le travail technique et la distribution du courrier. La durée hebdomadaire de travail restera la même. Quelques ajustements horaires seront réalisés. Il sera demandé à Monsieur DESENCLOS de faire impérativement une formation dans le domaine horticole.

8°) Illuminations de Noël :

Monsieur le Maire présente un devis établi auprès de la société Altrad pour des illuminations de Noël pour un montant de 11912 € TTC pour 23 poteaux de Noël. Il s'agit d'acheter des illuminations pour en finir avec la location des guirlandes de Noël qui coûte chère à la commune chaque année. Monsieur le Maire indique que cette année, il n'y aura pas de guirlandes qui traverseront la nationale. Il sera proposé aux employés communaux une formation afin d'obtenir une habilitation en matière électrique afin qu'un employé puisse les poser.

Après discussion, le Conseil Municipal accepte d'acheter des guirlandes pour 50% de ce montant soit environ 5000 €, montant initialement prévu au budget 2019.

9°) Réflexion sur l'incivilité routière dans notre village et sécurisation aux abords du City Stade:

Monsieur le Maire explique que chaque jour, il reçoit des plaintes concernant la vitesse dans les rues de Miannay.

En ce qui concerne la rue des Ecoles où chaque soir le transport scolaire éprouve des difficultés pour circuler un courrier sera envoyé aux personnes qui causent des difficultés pour un stationnement inapproprié.

En ce qui concerne les alentours du City Stade rue Saint Honoré et Rue Cahon Gouy, il est constaté une vitesse excessive. Des panneaux « Aire de jeux Ralentir » seront posés.

Le problème de la vitesse excessive dans Miannay est un problème récurrent que toutes les communes rencontrent. Monsieur le Maire proposera une réunion publique sur le sujet en Octobre prochain avec les acteurs de la sécurité (agence routière, gendarmerie, élus) et la population afin de trouver des solutions adéquates.

10°) Divers :

- Diverses infos:

- Festivités du 14 juillet 2019:

Monsieur le Maire indique que les festivités du 14 juillet se dérouleront de la manière suivante :

- 16h45 : Jeux pour les enfants au Manoir
- A 18 heures : Rassemblement et dépôt de gerbe au Monument aux Morts et remise des décorations de Sergent aux Sapeurs Pompiers Antoine LERICHE et Julien DESENCLOS
- A 18 heures 30 : Vin d'honneur offert par la municipalité et remise des récompenses aux élèves entrant en 6^{ème}
- Repas Champêtre
- Retraite aux flambeaux
- Feu d'artifice

A partir de 14 heures : inscriptions pour le concours de pétanque sur la place.

- Fête de fin de Centre de loisirs:

Monsieur le Maire indique que la fête du Centre aura lieu le jeudi 1^{er} août à 18h 30 et demande qui sera présent pour la préparation et le service du soir.

- Fête de Lambercourt:

Monsieur le Maire indique que la Fête de Lambercourt aura lieu les samedis 31 août et dimanche 1^{er} septembre 2019 avec le groupe Musicab'Show de Friville Escarbotin le samedi soir et de deux accordéonistes le dimanche après midi, Mademoiselle Florine Malherbe et Monsieur Philippe Boulanger.

- Demande de subvention exceptionnelle JS2ML:

Monsieur le Maire donne lecture au Conseil d'un courrier émanant du Président de la JS2ML foot demandant une subvention exceptionnelle de 1000 € pour subvenir aux frais kilométriques engendrés par les déplacements.

Monsieur le Maire indique que la commune a établi un budget. Il rappelle que le terrain va bénéficier prochainement d'un compactage d'un montant de 3200 €. Il indique également que les charges en matière de fonctionnement (eau, électricité, chauffage...) continuent d'augmenter.

Monsieur le Président de la JS2ML indique que la subvention est nécessaire pour maintenir le club à ce niveau de résultats et que sans elle, le club va disparaître dans les années à venir.

Une discussion s'engage au sein du Conseil sur le vote ou pas de cette subvention. Après délibération, le Conseil accorde à l'unanimité cette subvention de 1000 € à la JS2ML.

L'ordre du jour étant épuisé et aucune question diverse des membres du conseil n'étant intervenue, la séance est levée à 23 heures 00.